

Communiqué de Ensemble! 38. Pour un pôle public de l'énergie

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 7 novembre 2014

La majorité précédente a saccagé l'Éclairage Public.

Pour la défense du service public en gestion publique, le conseil municipal doit dire non à la délibération !

Se mobiliser pour un pôle public en gestion publique de l'énergie à l'échelle de l'agglomération : Ensemble est attaché à ce que les services publics soient de propriété publique et à gestion publique, avec toutes les garanties qui s'y rattachent (réponse à l'intérêt des populations, égalité des usagers, qualité du service rendu, statut protecteur pour les personnels).

Rien n'obligeait la majorité précédente à organiser un appel d'offres pour l'Éclairage Public, avec les risques que cela comportait. D'autres solutions préservant son statut public étaient envisageables. Le résultat de ces décisions est que si rien n'est fait, l'éclairage public va être cédé à deux groupes privés, Vinci et Bouygues, cotés au CAC40.

Les salariés de GEG ont raison de voir dans l'attribution de ce marché à ces groupes privés, une menace contre le service public et contre l'emploi local. Ils ont eu raison de se mobiliser fortement avec leurs organisations syndicales, ce qui a permis de repousser la prise de décision, et de permettre l'ouverture de discussions.

Ce temps gagné doit être utilisé pour mettre sur la table toutes les solutions permettant le maintien de l'Éclairage Public, soit au sein de GEG, soit sous une forme de service public (Régie publique ou autre).

Ensemble Isère ! appelle le conseil municipal à voter non à la délibération autorisant la cession de l'Eclairage Public, si celle-ci était mise à l'ordre du jour.

GEG est affaibli par un plan de restructuration dit « plan de performance », et son avenir est incertain dans le cadre de la métropolisation et des lois votées en la matière, dont le projet récent de « loi sur la transition énergétique » qui permet la cession au privé de secteurs entiers de l'énergie, notamment les ouvrages hydroélectriques construits et entretenus avec l'argent des contribuables et usagers. Ensemble! rappelle la conclusion du communiqué commun de juin 2013, signé par l'ADES, EELV, et les organisations du Front de Gauche (GU, PAG, PCF, PCOF, PG) :

« Nous demandons que les missions de service public soient garanties par la Municipalité, actionnaire majoritaire. De la même manière elle doit intervenir pour empêcher les suppressions d'emplois. Conscients que le sort de GEG est la traduction locale de la politique nationale et européenne de libéralisation de l'énergie et de la fin des tarifs réglementés préconisés par la commission européenne, nous appelons à la constitution d'un pôle public de l'énergie, à réfléchir à l'échelle de l'agglomération grenobloise et regroupant tous les acteurs du secteur. Nous apportons tout notre soutien aux salariés de GEG qui refusent les nouvelles exigences de rentabilité au détriment de la qualité du service public et de l'emploi. »

Ensemble ! considère que cette déclaration est toujours d'actualité, et nous sommes favorables à l'échelle de l'agglomération à un Pôle Public de l'énergie regroupant le chauffage urbain et la distribution du gaz et de l'électricité, dans l'intérêt des salariés, des usagers et pour engager vraiment la transition énergétique.

Ensemble! est conscient que dans le cadre actuel, les lois et règlements poussent à toujours plus de libéralisation et de mise en concurrence des salariés entre eux, pour le plus grand bénéfice des grands groupes comme Vinci ou Suez. Face à cela, nous avons besoin de mouvements collectifs forts.

Ensemble! appelle les usagers, salariés, et leurs organisations (syndicats, politiques, associations) à se mobiliser pour la défense et le développement des services publics à l'échelle de l'agglomération.

Ensemble 38, le 31 octobre 2014

contact : grenoble@ensemble-isere.org